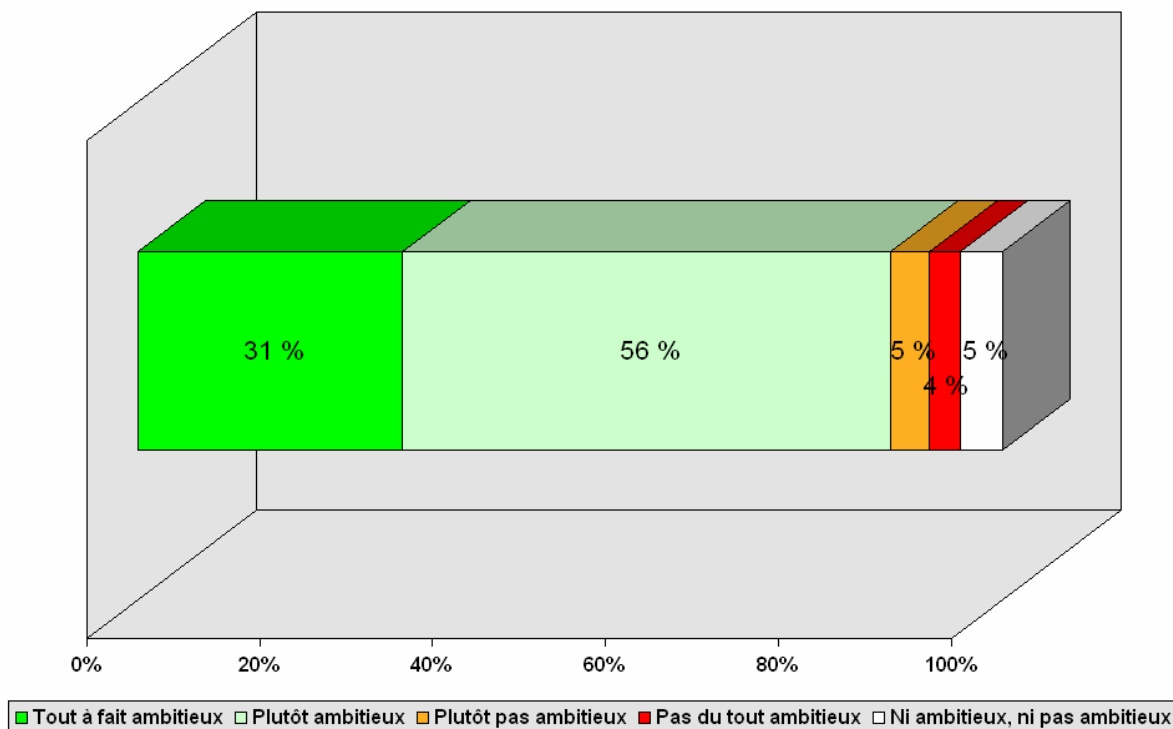


# **VIII GOUVERNANCE**

1. Question 14 :

**Q14. L'objectif des états membres de l'union européenne, dont la France, est de retrouver le bon état de toutes les eaux en 2015 (rivières, nappes, lacs, étangs, littoral...).**

**Comment jugez-vous ce programme ?**



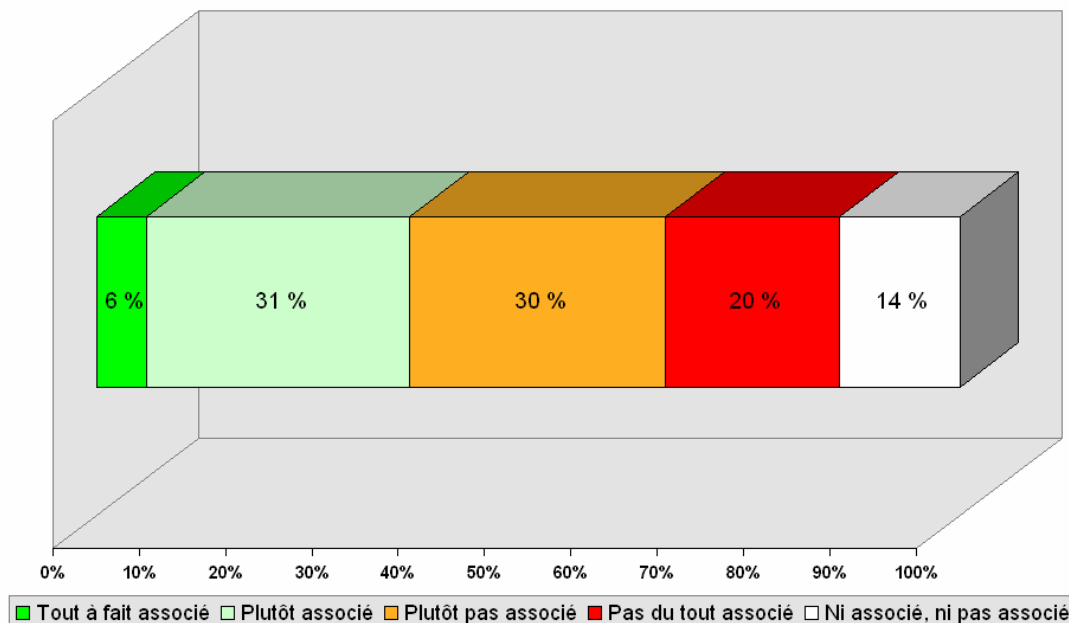
Prêt de 87% de l'échantillon de la population trouve que le programme est plutôt ambitieux voire tout à fait ambitieux. Les avis libres ont montré que cette ambition est louable mais que d'aucun la jugent un peu irréaliste ou présomptueuse. Pour ces personnes l'objectif va être difficile à atteindre.

D'autres ayant constaté des améliorations sont plutôt optimistes.

L'analyse des ventilations montre que les tranches les plus jeunes sont celles qui jugent le plus le projet ambitieux (0 à 19 ans : 41% de « tout à fait ambitieux »).

## 2. Question 15 :

**Q15. Le public est consulté. Le public peut s'informer sur l'avancement des travaux de la directive cadre sur l'eau sur le site Internet <http://www.eau2015-rhin-meuse.fr/>. Le public peut faire part de ses observations par écrit ou par voie électronique au président du comité de bassin. Pensez-vous être correctement associé à ce programme de travail ?**

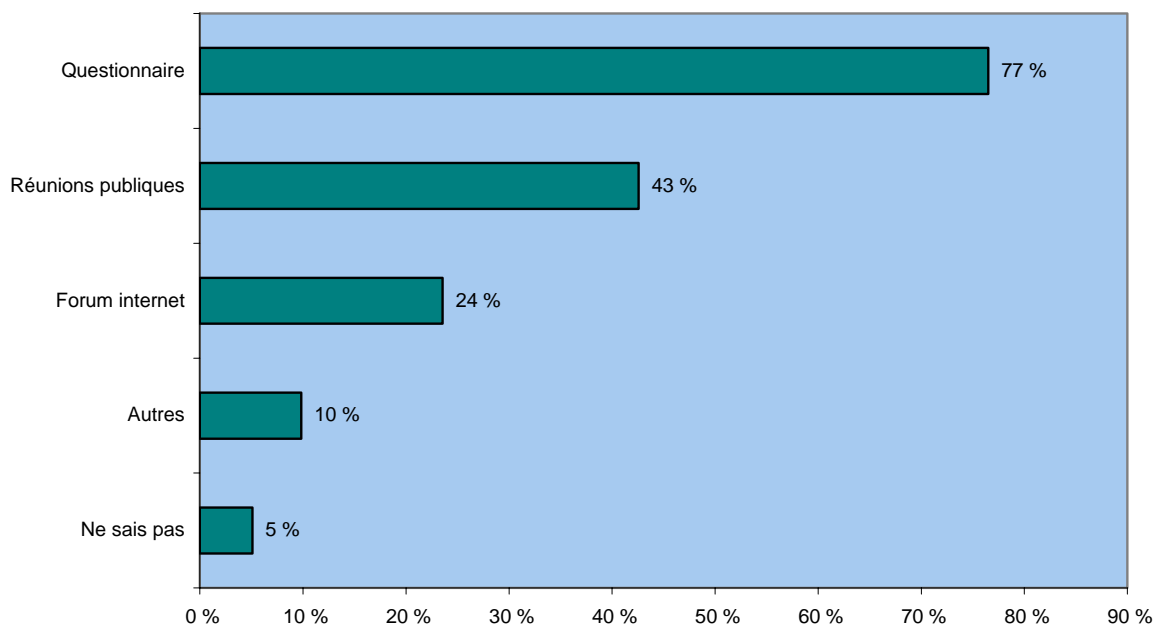


Plus de la moitié de l'échantillon de la population pense ne pas être correctement associé à ce programme.

Les 19 ans et moins sont la catégorie d'âge qui estime être le mieux associée au programme (44% de « tout a fait associé » et « plutôt associé »). Il en est de même des répondants par Rhin Meuse Infos (48%).

### 3. Question 16 :

**Q16. Selon vous, pour de futures consultations, quels moyens doit choisir le comité de bassin pour vous consulter ?  
(Plusieurs réponses possibles)**



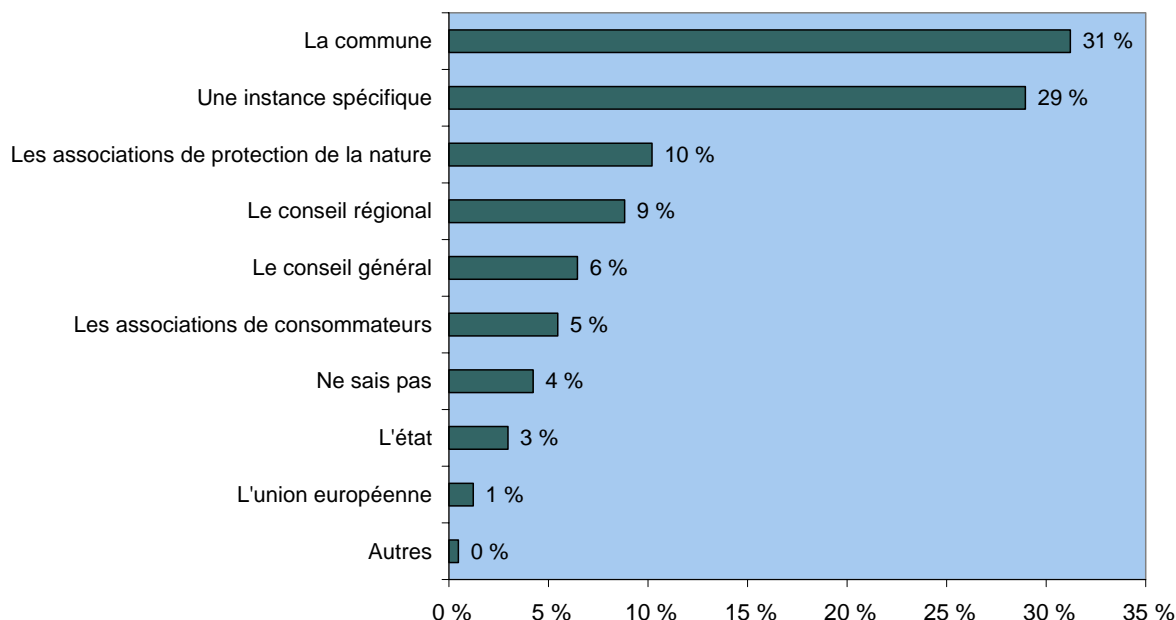
***NB :** Les répondants pouvaient choisir plusieurs modes. Ceci explique que la somme des pourcentages est supérieure à 100%.*

Plus des 3/4 des personnes interrogées préféreraient être consultées par questionnaire.

Il est intéressant de noter que le questionnaire est le 1<sup>er</sup> choix de toutes les catégories de répondants, y compris ceux qui ont répondu par Internet. A l'inverse, seul ceux qui ont répondu par Internet accordent à ce mode une place importante (60%).

4. Question 17 :

**Q17. Qui, à votre avis, est le mieux placé pour vous informer et vous associer à la construction de la politique de l'eau à l'échelle du bassin ?**



La population interrogée pense que les mieux placés pour les informer et les associer à la construction de l'eau à l'échelle du bassin sont la commune et une instance spécifique.

La notion de crédibilité est importante, soit une crédibilité technique, soit une crédibilité apportée par la proximité.

Parmi les catégories d'âge, ce sont les jeunes de 19 ans et moins qui citent le moins souvent l'instance spécifique (22%). Ils citent plus souvent que les autres catégories d'âge, les associations de protection de la nature (14%).

Les associations de consommateurs sont plutôt citées par les tranches âgées de la population (40-59 ans : 6% ; 60-74 ans : 7%).

## 5. Analyse des avis libres liés au thème et aux enjeux « Eau et Gouvernance » :

De nombreux avis libres sont à rapprocher du thème de la gouvernance et des enjeux qui s'y rapportent. Ils s'articulent autour de l'action réglementaire, l'action économique, l'action informative et sur l'évaluation institutions et des acteurs liés à la gestion de l'Eau.

Tout d'abord les répondants ont mis en avant **l'urgence à réagir du fait de la situation alarmante** (2497 citations).

Il est temps d'agir énergiquement et concrètement. Quelques-uns sont prêts à proposer des règles draconiennes.

### L'action réglementaire

Les idées autour de l'action réglementaire sont variées. On observe donc une forte demande d'interdiction, de limitation et de surveillance. La finalité de cette attente de fermeté qui cible « *ceux qui se comportent mal* » et d'obtenir **un rééquilibrage avec plus de justice et de taxer les vrais pollueurs** (2389 citations).

Il est ainsi suggéré

- **d'imposer des mesures directives et contraignantes aux ménages et aux pollueurs** (267 citations). Sous ce thème nous retrouvons à la fois l'idée de **forcer à respecter** mais également **interdire certains comportements**.

- **d'interdire les produits polluants ou les pesticides** tout simplement (1018 citations),

- de **renforcer vigilance et surveillance** (803 citations). On remarque que certains répondants sont favorables à une autorité qui contrôle, rationne voire sanctionne. Notons que cette notion de fermeté est exprimée pour de nombreux domaines.

### L'action économique

Il s'agit de la mise en place de taxes chargées de sanctionner les comportements jugés anormaux.

Il a été proposé :

- de **taxer le gaspillage des ménages** (317 citations).

- de **taxer l'utilisation de produits polluants** (267 citations).

- **d'appliquer le principe Pollueur – payeur** et donc de créer ou d'appliquer le régime **des taxes à l'encontre de l'agriculture et de l'industrie** ( 2645 citations)

**D'autres remarques liées aux taxes** ont été émises (784 citations). Elles sont très précises, diverses et parfois antinomiques mais viennent s'ajouter ou compléter les autres propositions liées à la taxation des produits ou des usages.

Par ailleurs il est intéressant de noter qu'il existe une grande méconnaissance autour du **prix de l'eau**. Ceci s'explique sans doute par le fait qu'un consommateur sur deux ne voit pas la facture d'eau et donc ne connaît pas la composition détaillée du prix. Le fait que l'eau puisse avoir un prix de revient (eau potable et dépollution), faire l'objet d'une marge (distribution privée), et ensuite supporter une ou plusieurs taxes n'est pas du tout exprimé par les répondants. Le prix et les taxes sont très étroitement mêlés et il semble que la composition et la destination du prix payé soient assez mal définies.

La lecture des avis libres laisse à penser que quelques répondants considèrent le prix de l'eau comme une taxe.

Certains s'attendent à une homogénéisation du prix de l'eau quelque soit le lieu alors que d'autres s'en étonneraient.

A noter également quelques avis libres qui suggèrent de **récompenser** financièrement les « bons élèves » (Crédit d'impôt)

#### L'action informative:

De nombreux avis libres ont abordé **le besoin d'information** autour du thème de l'eau.

Ceci tendrait toutefois à valider le fait que pour l'opinion publique si les actions réglementaires et économiques sont importantes à mettre en place, les **actions de communication** doivent suivre également, afin de **sensibiliser** tous les acteurs, d'**expliquer** et d'**informer**.

Le grand public attend principalement des **opérations de sensibilisation de grande envergure, des campagnes d'information** (2707 citations) en utilisant les envois postaux et les grands médias (TV, radio et journaux).

L'objectif de ces campagnes de publicité, ce qu'il faut réussir, est d'abord de **responsabiliser l'opinion publique**.(1499 Citations).

Ces actions doivent être d'abord dirigées vers **l'éducation des jeunes** (1173 citations).

Outre les campagnes générales d'information et de sensibilisation, le grand public a également souhaité obtenir **plus d'informations au niveau local** (551 citations).

Plus de **transparence** est également attendu, entre autre sur l'aspect sanitaire (composition et analyses de l'eau) et financier (répartition et utilisation de l'argent).

L'évaluation des actions:

De manière générale, les répondants n'ont pas épargné les personnes ou organismes en charge de l'eau.

**L'attitude trop « indulgente » des gouvernements et des institutions** ont été critiquées par certains (392 citations), en particulier, des remarques **ont été émises sur l'application effective du principe pollueur payeur** (297 citations)

Il est reproché à **l'Etat et aux gouvernements** d'être trop à l'écoute des grands pollueurs, de faire trop d'annonces et pas assez d'actions profondes. On trouve à l'Etat peu d'intérêt pour l'environnement par rapport à d'autres sujets.

**Les agences de l'eau** dans leur action et leur composition ont parfois été critiquées. Notons à l'opposé des critiques, quelques encouragements et félicitations spontanément exprimées.

Si les uns **comptent sur l'action du gouvernement** (386 citations) qui doit faire les règles, d'autres pensent que les questions de l'eau devraient être **gérées par les élus locaux** (185 citations). Il s'agit toutefois essentiellement de la gestion de la distribution.

L'organisation du territoire afin de préserver la ressource est moins abordée.

**La gestion de l'eau (distribution) par des entreprises commerciales privées est très critiquée** (682 citations) et la confiance envers ces entreprises est limitée (crainte de bénéfices excessifs voir de détournements).

Concernant le programme Eau 2015, les répondants trouvent **le projet intéressant et/ou nécessaire** (1563 citations).

Toutefois de nombreuses craintes sont également soulignées. Elles sont liées aux doutes des répondants sur la volonté réelle d'engagement des responsables. Ces derniers ne prennent pas **le risque suffisamment au sérieux et les priorités économiques** risquent de faire avorter le projet

Spontanément, **le projet est jugé ambitieux voire irréaliste** (273) et **les moyens techniques, humains et financiers mis en place sont insuffisants** (112).

D'autres craignent que le coût de ces **projets et programmes soit** difficilement supportable par les divers acteurs (nation, communes ou ménages).

Enfin nous terminerons sur une note d'optimisme, certains répondants qui ont clairement exprimés que **des progrès étaient avérés et que la situation s'améliorerait** (509 citations). Toutefois les répondants optimistes sont conscients que rien n'est acquis et qu'il faut continuer.

Ces progrès sont observés en divers endroits du Bassin Rhin Meuse